

Réf.	2024	II	13
------	------	----	----

Date de Convocation	Date d'affichage	Nombre de Conseillers		
20/06/2024	20/06/2024	En exercice 25	Présents 16	Votants 21

L'an deux mille vingt-quatre le vingt-sept juin à 20h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la Mairie de Breuillet au 42 Grande Rue « salle du Chapitre », en séance publique sous la présidence de Mme Véronique MAYEUR, Maire de Breuillet.

Etaient présents : Mmes, BRUNEL, COCHET, JACQUEMIN, KELEHER, LALEUF, PEREZ, SAUVAN, THOMAS MM. AFONSO, KUTNERIAN, LECRON, MAHE, POULAIN, ROUCHY, VIVIER.

Etaient absents : Mmes, BRUNEAU (pouvoir à M. KUTNERIAN), DEHARVENGT (pouvoir à Mme SAUVAN), METIVIER, TANGUY (pouvoir à Mme JACQUEMIN), MM. FAUSTINO, GALLAIS, MONTEIRO, SPROTTI (pouvoir à M. LECRON), TREMBLE (pouvoir à Mme COCHET)

Mme KELEHER a été élue secrétaire.

OBJET : APPROBATION DE LA CONVENTION D'INTERVENTION FONCIERE DE SUBSTITUTION POUR PROLONGER L'INTERVENTION FONCIERE DE L'EPFIF SUR LA COMMUNE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2121-7 à L.2121-34 relatifs au fonctionnement du Conseil municipal, l'article L.2122-21 relatif aux attributions du Maire exercées au nom de la commune, et l'article L.2122-22 relatif à l'exercice des droits de préemption,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L 211-1 et suivants, L214-1 et suivants, et R 214-1 et suivants, permettant de renforcer le droit de préemption en étendant le champ d'application du droit de préemption urbain aux lots de copropriétés et parts de sociétés civiles immobilières et de définir un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat,

Vu la délibération n°2013 II 03 de la commune de Breuillet, approuvant la convention d'intervention foncière tripartite entre l'Etablissement Public Foncier d'Ile de France, la commune de Breuillet et la communauté de communes de l'Arpajonnais,

Vu la délibération n°2018 II 07 de la commune de Breuillet, approuvant l'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière entre l'Etablissement Public Foncier d'Ile de France, la commune de Breuillet et Cœur d'Essonne Agglomération, prévoyant le prolongement de la convention jusqu'au 30 juin 2019,

Vu la délibération n°2019 II 10 de la commune de Breuillet, approuvant la convention foncière entre l'Etablissement Public Foncier d'Ile de France, la commune de Breuillet et Cœur d'Essonne Agglomération, signée pour une durée de 5 ans jusqu'au 31 décembre 2024,

Vu la délibération n°2021 II 03 de la commune de Breuillet, approuvant la convention d'adhésion Petites Villes de Demain (PVD), dont le premier pilier d'action prévoit l'aménagement du secteur du Pont des Gains,

Vu la délibération de la commune de Breuillet n°2023 II 11 du 28 juin 2023, approuvant la convention cadre Petites Villes de Demain (PVD), dont la fiche action n°1 porte sur l'aménagement du secteur du Pont des Gains.

Mis en ligne le 04/07/2024 à 16h31

REÇU EN PREFECTURE
le 02/07/2024

Application agréée E-legalite.com

99_DE-091-219101052-20240627-2024II13-DE

Considérant la volonté de la commune de Breuillet de requalifier la friche industrielle du Pont des Gains en y implantant un EcoQuartier, accueillant des logements et des activités économiques,

Considérant l'arrivée à échéance de l'actuelle convention d'intervention foncière au 31 décembre 2024, avec une maîtrise foncière encore partielle du site,

Considérant la nécessité de continuer d'acquérir progressivement des parcelles sur le secteur du Pont des Gains, pour aménager le site dans son ensemble, notamment en réfléchissant aux circulations et en concevant des espaces verts de qualité,

Considérant la volonté de requalifier la zone d'activité économique de Guisseray et la nécessité de continuer l'action foncière sur ce site, afin de réhabiliter cet espace à vocation économique,

Considérant que l'Etablissement Public Foncier d'Ile de France est habilité à procéder pour le compte des collectivités territoriales à toutes les acquisitions foncières et opérations immobilières et foncières de nature à faciliter l'aménagement au sens de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme.

Vu l'avis favorable de la Commission Finances et Affaires générales du 10 juin 2024,

Vu l'avis favorable de la Commission Aménagement de la ville et commerce de proximité du 12 juin 2024.

Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de François LECRON, Adjoint au Maire et après en avoir délibéré à l'**unanimité**.

APPROUVE la convention d'intervention foncière de substitution permettant de prolonger l'intervention foncière de l'Etablissement Public Foncier d'Ile de France sur la commune, jusqu'au 31 décembre 2027 et d'étendre cette intervention sur le périmètre de la zone d'activités économiques de Guisseray.

AUTORISE Mme le Maire ou à son représentant à signer la convention ainsi que tout document afférent.

DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication et de sa transmission au contrôle de légalité.

Mme Le Maire

Véronique MAYEUR



Mis en ligne le 04/07/2024 à 16h31

REÇU EN PREFECTURE

le 02/07/2024

Application agréée E-legalite.com

99_DE-091-219101052-20240627-2024II13-DE